

**Rexel S.A.**

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission  
d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières de la société  
au profit de certaines catégories de bénéficiaires**

**(Assemblée du 23 mai 2017 - 29ème résolution)**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63 rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine

**KPMG Audit**  
Département de KPMG SA  
Tour Eqho  
2, avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires  
et/ou de valeurs mobilières de la société  
au profit de certaines catégories de bénéficiaires**

**(Assemblée du 23 mai 2017- 29ème résolution)**

**Rexel S.A.**  
13, boulevard du Fort de Vaux  
CS 60002  
75838 Paris Cedex 17

Aux Actionnaires

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, de la compétence de décider l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la société à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée à certaines catégories de bénéficiaires, (constituées notamment de salariés et mandataires sociaux de sociétés non françaises liées à votre société dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et L.334-1 du Code du travail, et des intermédiaires pouvant agir pour leur compte) telles que définies dans le paragraphe 3 de la 29<sup>ème</sup> résolution du texte du projet de résolutions pour un montant maximal de 1% du capital social de votre société, étant précisé que (i) ce plafond s'imputerait sur le plafond global de 720 millions d'euros fixé à la vingt-deuxième résolution, et (ii) ce plafond de 1% s'imputerait sur le plafond de 2% commun aux vingt-huitième et vingt-neuvième résolutions, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 18 mois la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription, et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 27 avril 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit



Christian Perrier



Valérie Besson



Jean-Marc Discours

